



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-18420>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **24-18420**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (06)

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Restauration capacitaire du vallon de la Plaine, réhabilitation du réseau d'eaux usées et renouvellement du réseau d'eau potable - Chemin de la Plaine - Commune de Mougins

Description : Le marché a pour objet l'exécution des travaux de restauration capacitaire du vallon de la Plaine de réhabilitation du réseau d'eaux usées et de renouvellement du réseaux d'eau potable sur le chemin de la Plaine, dans la commune de MOUGINS. Les prestations sont à exécuter pour le compte de la CACPL pour la restauration capacitaire du vallon de la Plaine et réhabilitation du réseau d'eaux usées et pour le compte du SICASIL pour le renouvellement du réseau d'eau potable.

Identifiant de la procédure : f22fc2c5-8710-44eb-9165-db3559b33ebe

Identifiant interne : 23.036

Type de procédure : Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure : Tout intéressé à conclure le contrat peut contester un manquement éventuel aux obligations de publicité et de mise en concurrence par le biais d'un référé précontractuel (articles L 551-1 à L. 551-4 et L.551-10 à L.551-12/articles R. 551-1 et R. 551-3 à R. 551-6 du code de justice administrative) jusqu'à la conclusion du marché. En outre, tout intéressé à conclure le contrat dispose d'un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché pour contester un manquement éventuel aux obligations de publicité et de mise en concurrence, dans le cadre d'un référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23 / articles R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative). De plus, il est précisé, conformément à la jurisprudence Tarn-et-Garonne(CE 4.4.2014, Département du Tarn-et-Garonne, Req.No358994), que tout tiers à un contrat administratif

susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles ; ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. Le contrat peut être consulté sur RDV, dans les bureaux de la direction de la commande publique de la CACPL sis Aéroport Cannes-Mandelieu, Hangar 14, 277 Avenue Francis Tonner - CS 80044 à 06156 Cannes-la-Bocca Cedex. La demande de RDV devra être adressée à la CACPL par courrier à l'adresse susvisée ou par courrier électronique à l'adresse marches.publics@cannespaysdelerins.fr. Dans les conditions définies par les articles L.311-1 et suivants du Code des Relations entre le Public et l'Administration, le contrat peut également faire l'objet d'une demande de communication adressées à la CACPL. Certaines des informations du contrat ne pourront être consultées ou communiquées au motif qu'elles sont couvertes par le secret en matière commerciale ou industrielle. NB : L'estimation correspond au montant de l'ensemble des tranches, les tranches optionnelles étant alternatives, seule la tranche optionnelle 2 a été affermie. Les autres informations relatives aux montants et durées s'entendent toutes tranches et tout acheteurs confondus.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45231110 Travaux de pose de conduites

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Restauration capacitaire du vallon de la Plaine, réhabilitation du réseau d'eaux usées et renouvellement du réseau d'eau potable - Chemin de la Plaine - Commune de Mougins

Description : Le marché a pour objet l'exécution des travaux de restauration capacitaire du vallon de la Plaine, de réhabilitation du réseau d'eaux usées et de renouvellement du réseau d'eau potable sur le chemin de la Plaine, dans la commune de MOUGINS. Les prestations sont à exécuter pour le compte de la CACPL pour la restauration capacitaire du vallon de la Plaine et réhabilitation du réseau d'eaux usées et pour le compte du SICASIL pour le renouvellement du réseau d'eau potable. Le marché comprend une tranche ferme et 2 tranches optionnelles alternatives. Seule la tranche optionnelle 2 : cadre béton – chaussée communal est affermie.

Identifiant interne : 23.036

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45231110 Travaux de pose de conduites

Nomenclature supplémentaire (cpv): 45112000 Travaux de fouille et de terrassement

Nomenclature supplémentaire (cpv): 45232130 Travaux de construction de canalisations d'eaux pluviales

Nomenclature supplémentaire (cpv): 45232411 Travaux de construction de canalisations d'eaux usées

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Avenue de la Plaine

Ville : MOUGINS

Code postal : 06250

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 10 MONTH

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 5,883,507 EUR

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Description : 60

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : critère 1 : Prix des prestations (60 %) critère 2 : Valeur technique de l'offre (35 %) critère 3 : Délais d'exécution (5 %)

5.1.12 Conditions du marché public

Informations relatives aux délais de recours : Tout intéressé à conclure le contrat peut contester un manquement éventuel aux obligations de publicité et de mise en concurrence par le biais d'un référé précontractuel (articles L 551-1 à L. 551-4 et L.551-10 à L.551-12/articles R. 551-1 et R. 551-3 à R. 551-6 du code de justice administrative) jusqu'à la conclusion du marché. En outre, tout intéressé à conclure le contrat dispose d'un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché pour contester un manquement éventuel aux obligations de publicité et de mise en concurrence, dans le cadre d'un référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23 / articles R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative). De plus, il est précisé, conformément à la jurisprudence Tarn-et-Garonne(CE 4.4.2014, Département du Tarn-et-Garonne, Req. No358994), que tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles ; ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des

mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (06)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nice

Organisation qui signe le marché : Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (06)

Section 6 - Résultats

Valeur de tous les contrats attribués dans cet avis : 4,110,999 EUR

6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

6.1.2 Informations sur les lauréats

Lauréat :

Nom officiel : Groupement RAMPA TP - BROSIO TP - TAMA SAS

Offre :

Identifiant de l'offre : RAMPA TP - BROSIO TP - TAMA SAS

Identifiant du lot ou groupe de lots : LOT-0001

Valeur du résultat : 4,110,999 EUR

L'offre a été classée

Sous-traitance : yes

La valeur de la sous-traitance est connue : oui

Valeur de la sous-traitance : 93,774 EUR

Le pourcentage de la sous-traitance est connu : non

Description : Travaux de réhabilitation réseau d'eaux usées

Informations relatives au marché :

Identifiant du marché : 23.036

Date de conclusion du marché : 03/01/2024

Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre : non

Organisation qui signe le marché : Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (06)

6.1.4 Informations statistiques

Offres ou demandes de participation reçues :

Type de soumissions reçues : Offres présentées par voie électronique

Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 5

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (06)

Numéro d'enregistrement : 20003991500018

Adresse postale : Place de l'Hôtel de Ville CS 50044

Ville : Cannes Cedex

Code postal : 06414

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Adresse électronique : marches.publics@cannespaysdelerins.fr

Téléphone : +33 489822700

Télécopieur : +33 489822720

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://www.cannespaysdelerins.fr>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui signe le marché

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal Administratif de Nice

Numéro d'enregistrement : 17060005000026

Adresse postale : 8 avenue des Fleurs CS 61039

Ville : NICE

Code postal : 06050

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Point de contact : Tribunal Administratif de Nice

Adresse électronique : greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone : +33 489978600

Télécopieur : +33 493557831

Adresse internet : <http://www.nice.tribunal-administratif.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://www.nice.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Groupement RAMPA TP - BROSIO TP - TAMA SAS

Numéro d'enregistrement : 32346899100126

Adresse postale : Parc Industriel Rhône Vallée Nord

Ville : LE POUZIN

Code postal : 07250

Subdivision pays (NUTS) : Ardèche (FRK22)

Pays : France

Point de contact : RAMPA TP

Adresse électronique : rampatp@rampa.fr

Téléphone : +33 478859090

Télécopieur : +33 475859090

Adresse internet : <https://rampa-tp.com/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://rampa-tp.com/>

Rôles de cette organisation :

Soumissionnaire

Lauréat de ces lots : LOT-0001

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 4af2273e-3266-4be6-ab65-8dd98f62d4a8 - 01

Type de formulaire : Résultats

Type d'avis : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 14/02/2024 à 11:01

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 14/02/2024